
LA PRESENCE ECONOMIQUE CHINOISE EN AFRIQUE

Julien Rajaoson^{*1}

¹Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Institut d'Études Politiques [IEP] - Grenoble – IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Résumé

Une reconfiguration de l'ordre mondial est en cours au sein de l'arène internationale contemporaine. Les pays émergents tels que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine entendent peser sur le sens de l'histoire, et refaçonnent l'équilibre des puissances datant de la fin du vingtième siècle. Ils intensifient leurs politiques extérieures en destination de zones stratégiques riches en matières premières, a fortiori l'Afrique où les pays occidentaux ont également des intérêts.

La menace représentée par l'URSS vis-à-vis du modèle démocratico-libéral ayant disparu, les anciennes colonies françaises ne sont plus tenues de rester économiquement fidèles à l'ancienne métropole. Qu'advient-il alors des nations africaines liées par ce que Richard Banégas désigne comme étant un pacte colonial ? Pour les nations africaines qui, au cours de la décolonisation, ont optées pour le camp occidental, la France ou l'Angleterre, les pactes coloniaux paraissent durablement enracinés au cœur des régimes politiques. Il semblerait qu'un ou plusieurs facteurs exogènes puissent être à même d'escamoter la longévité de ces alliances. À cet égard, la présence économique chinoise en Afrique est un phénomène contemporain, qui résulte de négociations menées en amont durant les sessions du Forum sino-africain qui ont débuté en 1990. Depuis lors, et selon les chiffres disponibles, il y aurait en Afrique 900 entreprises chinoises expatriées, et entre 130 000 et 800 000 nouveaux arrivants. En 2010, le taux d'échanges commerciaux a atteint les 100 milliards de dollars.

Dorénavant, la Chine représente pour l'Afrique un partenaire de poids au sein d'une économie mondialisée et fortement concurrentielle. Selon les dirigeants chinois, cette coopération sino-africaine devrait aboutir à une logique gagnant/gagnant sur le plan économique. Une globalisation s'amorce donc entre pays du sud. Cette globalisation par les Suds se fragmente en une multiplicité de disjonctions : celles des marchés de capitaux, des biens, des services et de la force de travail. Des acteurs internationaux (les BRICS) ont l'intention de concurrencer les occidentaux, en ayant pour argument le fait de représenter à eux cinq plus de 40% de la population mondiale et un quart du PIB mondial.

La Banque Chinoise de Développement finance ses entreprises établies en Afrique dans le but de répondre à cet impératif. Cette vision de la gouvernance pilotée par l'État-stratège, prescrit de déployer un réseau d'acteurs afin qu'ils contribuent à la cohésion nationale. Les entreprises pétrolières chinoises puisent dans les réserves d'hydrocarbures d'Afrique, quand d'autres entreprises répondent au problème de vétusté des infrastructures africaines. En proposant leurs services à bas coûts avec des délais d'exécution défiant toute concurrence, elles apportent l'impulsion qui faisait défaut aux sociétés africaines.

*Intervenant